



A l'attention du Commissaire spécial à l'urgence nomade à Rome,
Monsieur le Préfet Giuseppe Pecoraro.

Halte aux expulsions forcées de Roms en Italie

Monsieur le Commissaire spécial,

Je vous écris pour vous dire que je crains que, s'il est mis en œuvre, le Plan Nomades n'engendre pour la population rom de nombreuses violations des droits humains.

Ce programme comporte plusieurs dispositions discriminatoires et n'a pas été très bien conçu. Non seulement il ne résoudra pas les problèmes sociaux qui ont suscité son élaboration mais il n'améliorera pas non plus l'exercice du droit au logement pour la plupart des Roms affectés.

Je vous prie donc instamment d'ajourner la mise en œuvre du Plan Nomades et de le réexaminer en consultant les personnes qui seront directement affectées et en veillant à ce que le plan révisé respecte le droit à un logement convenable.

Je vous demande également de veiller à ce que les évictions n'aient lieu qu'en dernier recours et dans le respect des garanties qu'offrent les normes européennes et internationales relatives aux droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire spécial, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom et Prénom *	Adresse *	Email	Signature*	Suivi
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>

- Les champs précédés d'une * sont des champs obligatoires.

- En cochant la case **Suivi**, vous donnez l'autorisation à Amnesty International Belgique francophone de vous envoyer des informations concernant le suivi de cette pétition et de nos actions.

**Cette pétition est à renvoyer à Amnesty International Belgique Francophone (Isavelives.be)
9, rue Berckmans - 1060 Bruxelles**

Amnesty International respecte la loi belge sur la vie privée. Toute personne nous confiant des informations peut consulter les informations à son sujet dans nos fichiers, et demander à les modifier ou les supprimer. Pour ce faire, veuillez prendre contact par écrit avec Michèle Ligot (responsable des fichiers) Amnesty International Belgique Francophone - 9, rue Berckmans - 1060 Bruxelles ou miligot@aibf.be.